



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

06/11/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 252 du 06 novembre 2025



Sommaire :

Luttes

- les salariés de la SFG manifestent au cœur de La Défense pour sauvegarder leur emploi
- les salariés de Novasco Saint-Étienne toujours dans l'incertitude
- Fonderie Tréfinmétaux à Fromelennes (Ardennes) : la direction veut fermer le site des Ardennes
- Les assistants familiaux des Pyrénées-Orientales réclament plus de moyens pour s'occuper des enfants placés
- CHU de Caen : La CGT alerte
- Ouverture à la concurrence : 76 agents RATP sur le point d'être licenciés pour avoir refusé leur transfert
- les retraites complémentaires AGIRC ARRCO ne seront pas revalorisées au 1^{er} novembre 2025 et la valeur du point sera gelée.

Économie

- Huawei : à peine achevée, l'abandon du projet d'usine en Alsace est en cours
- Palestine : la lutte de libération nationale contraint *la start-up nation* à des mesures de soutien au secteur de la Tech
- France : Le chômage s'aggrave : les jeunes et les précaires premiers touchés
- Duralex a levé plus de 14 millions d'euros de promesses d'investissements
- France : Le secteur de la Prothèse en crise majeure
- De l'ouvrier à l'aide à domicile : comment les emplois peu qualifiés ont changé de visage en 40 ans

Solidarité internationaliste

- Grèce: Grève de 48 heures dans les hôpitaux publics

- La rapporteuse spéciale de l'ONU recense "les complicités" académiques ayant permis à Israël de "violier le droit international"
- Milipol, salon de la répression : du 18 au 21 novembre à Villepinte : *Stop arming Israël* appelle à l'action
- CGT Spectacle : à propos de la venue à Paris de la philharmonie d'Israël

Luttes

Les salariés de la SFG manifestent au cœur de La Défense pour sauvegarder leur emploi

Le 29 octobre, des salariés de la Société française de galvanoplastie, à Bernaville, dans la Somme, ont fait entendre leur mécontentement à La Défense, devant le siège d'Albéa, la société mère. Les 68 employés pourraient perdre leur emploi le 19 décembre prochain. une quarantaine de salariés de la Société française de galvanoplastie (SFG) se sont rendus à Paris, dans le quartier des affaires. Ils se sont rassemblés pour protester contre la fermeture de leur site de production, à Bernaville, dans la Somme, menaçant les 68 emplois en CDI.

Les salariés de Novasco Saint-Étienne toujours dans l'incertitude

Le tribunal de commerce de Strasbourg reporte de deux semaines la décision concernant l'avenir du groupe Novasco dont l'un des quatre sites se trouve à Saint-Etienne. Un délai a été accordé aux potentiels repreneurs. Novasco, fabriquant des aciers spéciaux, notamment pour le secteur automobile, en est à son quatrième redressement judiciaire depuis 2014.

Le groupe avait été repris en 2024 par le fonds d'investissement britannique Greybull Capital, qui avait promis d'y injecter 90 millions d'euros tandis que l'Etat verserait 85 millions.

Si l'État a globalement tenu ses engagements financiers, Greybull n'a apporté que 1,5 million d'euros, selon les syndicats.

Fonderie Tréfinmétaux à Fromelennes (Ardennes) : la direction veut fermer le site des Ardennes

la direction de Tréfinmétaux a confirmé sa volonté de fermer la fonderie de Fromelennes dans un délai de deux mois, d'après la CFDT. Les postes des 35 salariés sont menacés, alors que 117 emplois ont déjà été supprimés et que la fabrication de tubes en cuivre a été transférée en Italie en 2022.

Les assistants familiaux des Pyrénées-Orientales réclament plus de moyens pour s'occuper des enfants placés

Une cinquantaine d'assistants familiaux se sont rassemblées ce mardi 4 novembre devant l'hôtel du département des Pyrénées-Orientales. Ils réclament plus de moyens pour s'occuper des enfants placés, et un jour de congé en plus par mois.

CHU de Caen : La CGT alerte.

Urgences du CHU de Caen l'ampleur de la situation est dramatique aux Urgences du CHU de Caen

Les urgences Caen : 150 passages par jour, SMUR compris, avec seulement 13,5 équivalents temps plein (ETP) médical sur 42 prévus. C'est une ligne médicale qui ne tient plus. C'est un retrait des internes depuis lundi 3 novembre, faute de conditions suffisantes. C'est la vie des patients qui est directement en jeu.

Depuis des années, les soignants alertent. Depuis des années, ARS, Préfecture et ministères ne répondent pas. Aujourd'hui, l'épuisement est total, les délais explosent, l'hôpital public perd ses forces et son rôle formateur. Ce qui se passe à Caen, c'est la conséquence nationale de 60 000 lits fermés en dix ans, d'une désertification médicale non combattue et de l'abandon des politiques publiques.

La CGT exige des mesures immédiates: financements pérennes pour l'hôpital public, embauches massives de personnels formés, répartitions médicales régulées. Le CHU de Caen ne peut pas être sacrifié. La population ne peut pas être abandonnée.

Nous appelons l'État à prendre sa responsabilité. Maintenant. Pas après un drame de plus.

L'UD CGT Calvados demande une rencontre urgente avec l'ARS pour des réponses immédiates.

Ouverture à la concurrence : 76 agents RATP sur le point d'être licenciés pour avoir refusé leur transfert

Depuis le samedi 1er novembre, à minuit, les agents des trois Délégation de service Public (DSP) – des contrats pour la gestion des services publics – d'Asnières / Pleyel, Bords-de-Marne / Saint-Maur ont rejoint la filiale privée de la RATP, Cap IDF, tandis que ceux de Bussy, dans l'ouest de Paris, rejoindront la filiale de la SNCF, Keolis. Sur l'ensemble des effectifs, 76 agents ont refusé le transfert et vont être licenciés.

En morcelant le réseau et en le confiant à des acteurs privés, l'État et Ile-de-France Mobilités, qui s'inspirent de la privatisation du transport public dans d'autres pays d'Europe, organisent la casse des réseaux bus, par une hausse des tarifs et une intensification des attaques sur les conditions de travail des salariés.

LA CGT-RATP DÉNONCE TOUJOURS UN DÉMANTÈLEMENT ORGANISÉ AU PROFIT DES INTÉRÊTS PRIVÉS et dit non à la privatisation

Depuis des années, la **CGT-RATP** alerte sur les dangers de la privatisation du réseau bus francilien, une politique menée **sans relâche** par **Valérie Pécresse**, présidente (LR) de la Région Île-de-France. Avec le **transfert en DSP 9 (Bussy) 42 (Pleyel-Asnières) et 45 (Bords de Marne-Saint-Maur) à des opérateurs privés**, voici une **nouvelle étape franchie dans la destruction méthodique du service public**. **Agents et usagers en paieront le prix fort**, à l'instar de la situation sur le réseau Optile, tandis que des groupes privés s'enrichiront sur le dos de la collectivité.

Les retraites complémentaires AGIRC ARRCO ne seront pas revalorisées au 1er novembre 2025 et la valeur du point sera gelée.

Alors que les réserves s'élèvent à 101,7 milliards d'€, les retraites Agirc Arrco sont gelées. le conseil d'administration de l'AGIRC ARRCO s'est tenu Jeudi 17 novembre 2025 afin d'examiner la revalorisation des retraites complémentaires et a décidé de ce blocage, malgré la protestation des organisations syndicales. La CGT-retraités estime que : *" Dans le contexte politique et les jeux politiques avec la proposition de suspension de la réforme des retraites 2023 jusqu'au 1er janvier 2028, l'ouverture d'une conférence sociale (un nouveau conclave) est une grande fumisterie pour masquer le contenu néfaste et dangereux des projets de budgets 2026 en discussion à l'Assemblée nationale."*

Économie

Huawei : à peine achevée, l'abandon du projet d'usine en Alsace est en cours

C'est dans la zone industrielle de Brumath (Bas-Rhin), près de Strasbourg que l'usine neuve de l'équipementier des télécoms chinois Huawei a été construite par Bouygues-C. C'est un complexe de 8 hectares, dont environ 52.000 mètres carrés de bâtiments. Il était censé rentrer en activité début 2026, devant compter jusqu'à 500 salariés. Il semble maintenant que Huawei remette en cause le démarrage de l'usine et des bruits courent sur la recherche d'un acheteur concernant les bâtiments. Selon les estimations, le coût de la construction s'élèverait à 300 millions d'euros. Cette affaire n'est probablement pas sans rapport avec le fait que le gouvernement français et l'UE ont pris des mesures afin de limiter l'activité de cette société chinoise en particulier dans le domaine de la 5G, ce qui obligeait SFR et Bouygues Telecom, les deux opérateurs recourant à ses services en France, à démonter des milliers d'antennes chinoises, notamment celles à proximité d'installations jugées stratégiques. Celles-ci ont été remplacées par des équipements du finlandais Nokia ou du suédois Ericsson. Depuis la loi de 2019 restreignant les activités de Huawei en France son chiffre d'affaires a été divisé par deux, tombant à environ 695 millions d'euros en 2024, contre 1,4 milliard en 2019.

Au bilan, un immense gâchis, conséquence des guerres commerciales que se livrent les pays capitalistes ne contribuant pas à renforcer l'emploi industriel en France.

Palestine : la lutte de libération nationale contraint la start-up nation à des mesures de soutien au secteur de la Tech

La lutte de libération nationale de la Palestine a entraîné un départ significatif des entreprises de la *Tech*, de leur personnel comme de leurs capitaux. Le journal Les Échos du 4 novembre rapporte: " le nombre de jeunes pousses créées a chuté de 1.404 en 2022 à 505 l'an dernier, tandis que les investissements des fonds de capital-risque israéliens ont subi une chute de 80% en deux ans...pour compléter le tableau, les deux années de guerre à Gaza ont contribué à provoquer un début de fuite des cerveaux avec l'émigration de 8.300 employés de la *Tech*." Face à cette situation, le ministre des finances, le fasciste Bezalel Smotrich, a décidé d'engager une vaste réforme fiscale très favorable aux capitalistes du secteur et visant à *rassurer* les investisseurs.

France : Le chômage s'aggrave : les jeunes et les précaires premiers touchés

Les derniers chiffres de la DARES pour le 3^{ème} trimestre 2025¹ confirment l'aggravation du chômage. Ainsi, 5,7 millions de personnes sont tenues de rechercher un emploi (+1,5 % sur le trimestre, +5,3 % sur un an), dont plus de 3,2 millions sans aucun emploi (+7,6 % sur un an, pour la catégorie A).

Le nombre total de chômeurs, inscrits dans les catégories ABCDE est de 6.450.000, en augmentation de 4,4%, sans compter les catégories d'attente F et G qui augmentent par l'inscription automatique des allocataires du RSA, des contrats engagement jeunes et des personnes reconnues en situation de handicap. Au total selon la CGT de France Emploi, le nombre de chômeurs s'élève à plus de 7,5 millions.

Les jeunes sont les premières victimes : +19,5 % de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sur un an, +29,8 % pour ceux totalement sans emploi. La précarité explose, avec la multiplication des contrats courts et l'absence de

perspectives stables. Le chômage de longue durée continue de progresser (+6 % sur un an), touchant désormais près d'un inscrit sur deux.)

Duralex a levé plus de 14 millions d'euros de promesses d'investissements

La verrerie Duralex, reprise en coopérative par ses salariés en juillet 2024, a reçu en quelques heures, lundi 3 novembre, plus de cinq millions d'euros de promesses d'investissements destinés à assurer la poursuite de son redressement. *"Les Français ont répondu présent, nous sommes très heureux de la vitesse à laquelle nous sommes parvenus à récolter cet argent. C'est bien la preuve de leur attachement à Duralex"*, s'est réjoui François Marciano, le directeur général de l'entreprise. Des milliers de personnes ont réservé un investissement, jusqu'à 30.000 euros pour l'une d'entre elles.

Selon François Marciano, *"L'entreprise n'est pas encore sauvée, il nous faut cet argent notamment pour qu'on puisse continuer de développer de nouveaux modèles et acheter de nouvelles machines"*. Duralex, dont le chiffre d'affaires devrait s'élever à 33 millions d'euros cette année, doit atteindre la barre des 35 millions d'euros pour retrouver l'équilibre financier. Et si la trajectoire est pour l'heure *"conforme"* à celle du plan de sauvegarde validé par le tribunal de commerce, *"beaucoup reste à faire"*, selon la verrerie.

France : Le secteur de la Prothèse en crise majeure

Ce sont les chirurgiens qui tirent la sonnette d'alarme, la fermeture des entreprises de prothèses en France risque de conduire à des pénuries. Ce secteur a été pourtant un point fort de l'industrie en France et nombre de ses innovations et réalisations sont considérées comme des références mondiales. Pourtant le secteur est en crise. Dernier exemple, la fermeture de *LDR Medical* va nous priver de prothèses majeures celles des disques lombaires et cervicaux. Cette entreprise dont l'actionnaire principal est américain va mettre la clé sous la porte au prétexte d'une trop faible rentabilité. Effectivement en s'emparant de cette entreprise l'actionnaire américain a mis la main sur les brevets. Ces derniers aujourd'hui passés dans le domaine public ne présentent plus à ses yeux un intérêt quelconque. De plus il considère le marché européen comme faiblement rémunérateur du capital. Les lois de développement du capitalisme sont impitoyables, la recherche du profit maximum n'a rien à voir avec la réponse aux besoins des travailleurs et des citoyens d'une manière générale. La question posée est donc bien replâtrer le système pour qu'il continue ses méfaits ou l'abattre et construire enfin une société socialiste dont la seule finalité soit la réponse aux besoins sociaux.

De l'ouvrier à l'aide à domicile : comment les emplois peu qualifiés ont changé de visage en 40 ans

Une étude² du Cereq³ montre que : *" Loin de disparaître comme prédit depuis les années 1960, les emplois dits « peu qualifiés » représentent encore plus d'un salarié sur six en France, soit un peu plus de 17 % de l'emploi total en 2023. Basée sur une analyse de statistiques publiques et sur vingt ans d'enquêtes Génération, cette nouvelle étude du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) expose les transformations dont l'emploi peu qualifié est porteur. Elle révèle que ces emplois ne diminuent pas mais se transforment : moins industriels, davantage tournés vers les services, et marqués par une précarité croissante qui touche particulièrement femmes, jeunes et immigrés."*

Solidarité internationaliste

Grèce: Grève de 48 heures dans les hôpitaux publics

Non à la marchandisation des soins de santé – Tolérance zéro pour les politiques qui bafouent les droits des patients comme des clients !

Les employés du système de santé publique grec sont en grève de 48 heures les 6 et 7 novembre. Réclamant un recrutement massif, une augmentation des financements publics, la suppression de tous les frais pour les patients, des augmentations de salaire substantielles et la protection de leurs droits. La combinaison explosive de la pénurie de personnel et de la dégradation des salaires, qui alimente la marchandisation des soins, est désormais aggravée par de nouveaux projets de fusion ou de fermeture de cliniques et de services – une mesure qui ne fera qu'aggraver la crise que traverse la population. Giorgos Sideris, président du Syndicat des médecins des hôpitaux d'Athènes-Le Pirée, a dénoncé la politique criminelle de marchandisation des soins de santé et la transformation du système de santé publique en une entreprise et des patients en clients. Il a également souligné l'importance de cette grève. « Les salaires des médecins du système national de santé sont gelés au niveau de 2011 ! (...) Nous devons lutter pour des salaires décents, le rétablissement des primes de vacances et le doublement des indemnités de garde. Une centaine de blocs opératoires dans les hôpitaux de l'Attique restent fermés, faute de personnel qualifié. S'ils étaient ouverts, les listes d'attente pour les interventions chirurgicales disparaîtraient. En attendant, des patients patientent des heures sur des brancards dans les couloirs. Il est vital d'exiger la réouverture immédiate de tous les blocs opératoires fermés, l'ouverture des centres de soins primaires et des hôpitaux fermés,

ainsi qu'un financement public adéquat et gratuit pour les patients. Des médecins sont transférés de l'Attique vers les îles, où ils travaillent jusqu'à l'épuisement sans aucun jour de repos, tandis que les jeunes médecins reçoivent une formation insuffisante. Il est temps de procéder à un recrutement massif et permanent de médecins et de personnel soignant, qui bénéficieront d'une formation publique gratuite et exclusive et travailleront dans des conditions humaines : semaines de 5 jours, 6 heures par jour et 30 heures par semaine, avec une garde par semaine. Le gouvernement affirme que... » Il n'y a pas d'argent pour le recrutement de personnel ni pour des salaires décents, et pourtant le gouvernement prévoit d'allouer plus de 30 milliards d'euros aux programmes d'armement de l'OTAN d'ici 2036 — des fonds sans rapport avec les besoins de défense du pays. Grève générale!

La rapporteuse spéciale de l'ONU recense "les complicités" académiques ayant permis à Israël de "violer le droit international"

Deux rapports de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, se penchent sur "les complicités" qui "ont permis à Israël de violer systématiquement et depuis longtemps le droit international", y compris dans le monde académique.

Le plus récent, intitulé "Génocide à Gaza : un crime collectif"⁴, publié le 20 octobre 2025 (en anglais uniquement), détaille les financements perçus au titre du programme européen Horizon Europe. Le 3 juillet 2025, un autre rapport intitulé "D'une économie d'occupation à une économie de génocide"⁵ analyse comment des universités israéliennes, avec l'appui d'universités en dehors du pays, notamment en Europe, "ont soutenu l'idéologie politique sous-tendant la colonisation des terres palestiniennes, ont mis au point des armes et ont ignoré ou même approuvé la violence systémique" tandis que "des collaborations mondiales en matière de recherche ont dissimulé l'effacement des Palestiniens derrière un voile de neutralité académique".

"Le droit international reconnaît différents degrés de responsabilité, et pour chacun d'entre eux il importe de procéder à des investigations et d'appliquer le principe de responsabilité, en particulier dans le cas présent, où l'autodétermination et l'existence même d'un peuple sont en jeu", souligne le premier rapport. Il estime que "de telles mesures sont nécessaires afin de faire cesser le génocide et démanteler le système mondial qui l'a laissé se produire", alors que le 16 septembre, une commission d'enquête de l'ONU a affirmé qu'Israël commettait "un génocide à Gaza".

Milipol, salon de la répression : du 18 au 21 novembre à Villepinte : Stop arming Israël appelle à l'action. 38 exposants israéliens annoncés: Tous sont impliqués de près ou de loin dans le génocide, l'apartheid, l'oppression et la colonisation en Palestine.

Milipol, c'est le « salon de la sécurité intérieure des États ». Comprenez : le salon de la guerre menée par les États contre les peuples, où s'équipent les forces de police, les unités antiterroristes et autres milices répressives du monde entier.

Cette année encore, et malgré le génocide et la colonisation qui se poursuivent les exposants israéliens sont à l'honneur : avec plus de 38 stands dont un pavillon national, Israël fait partie du top 10 des pays exposants. Pas étonnant, sachant qu'Israël est passé maître dans l'art de la production d'armes, du contrôle, du fichage et de la surveillance grâce à sa pratique quotidienne de la répression menée contre le peuple palestinien.

Non à la présence d'Israël à Milipol !

Non à tous les salons de la mort !

Stop au commerce d'armement avec Israël !

CGT Spectacle : à propos de la venue à Paris de la philharmonie d'Israël

La CGT spectacle appelle à ne pas accueillir l'orchestre philharmonique d'Israël sans rappeler les accusations gravissimes qui pèsent contre les dirigeants de ce pays, ni la teneur des crimes commis à Gaza.

Brochure :

"Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

***Réindustrialisation :
un combat de classe vital
pour le changement de société***



Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

1 <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-inscrits-france-travail-au-3e-trimestre-2025>

2 <https://www.cereq.fr/les-emplois-peu-qualifies-sont-toujours-la>

<https://www.cereq.fr/quand-veut-peut-idees-recues-sur-les-personnes-en-emploi-peu-qualifie>

3 <https://www.cereq.fr/>

4 <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiopt/a-80-492-advance-unedited-version.pdf> ; <https://www.france-palestine.org/Le-genocide-de-Gaza-un-crime-collectif-Rapport-de-la-Rapporteuse-speciale-sur>

5 <https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reports/ahrc5923-economy-occupation-economy-genocide-report-special-rapporteur>

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.
Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service